

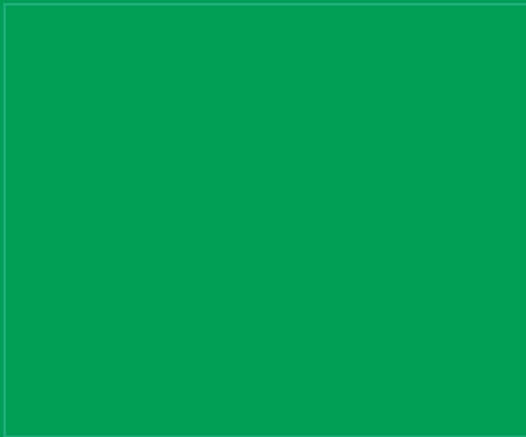


# ACCC INTERNATIONAL

Le magazine international de l'Association des collèges communautaires du Canada

Vol. 6, N° 1, 2001 ISSN 1192-1846

## Les collèges et instituts canadiens et l'éducation de base



**À L'INTÉRIEUR : Une approche holistique qui incorpore  
les connaissances pratiques et la formation technique  
et professionnelle pour  
les jeunes et adultes....**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>Ébauche du Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base</b>	<b>3</b>
<b>Les collèges et instituts et l'éducation de base</b>	<b>4</b>
<b>La formation continue en entrepreneuriat agricole: Une action renforçant l'éducation de base et la génération de revenus pour les populations rurales du Bénin</b>	<b>7</b>
<b>Notions de calcul - Un projet d'éducation de base de Fanshawe College et JAMAL</b>	<b>8</b>
<b>Mise à jour sur le Programme de partenariat des collèges canadiens</b>	<b>9</b>
<b>Nouvelles</b>	<b>10</b>
<b>Le Canada-China Women's Law Project démontre les résultats</b>	<b>10</b>
<b>Le projet de Partenariat École-Industrie, un point saillant du congrès de Cuba</b>	<b>10</b>
<b>Congrès pour le projet de formation aux médias en Bosnie</b>	<b>11</b>
<b>Le projet de réforme de la formation professionnelle et technique en Hongrie</b>	<b>12</b>
<b>L'ACCC participe à la mission d'Équipe Canada en Chine</b>	<b>12</b>
<b>L'ACCC modifie la structure de son secrétariat</b>	<b>13</b>
<b>Activités</b>	<b>13</b>
<b>Ressources</b>	<b>15</b>

**ACCC INTERNATIONAL**  
**Volume 6, Numéro 1**  
**2001**

**Rédactrice :**

Lorna Malcolmson

**Révision et mise en page  
du français :**

Debby Wilson

**Traduction :**

Talibé Communications

René Schwindler

**Imprimerie :**

J.F. Moore Lithographers Inc.

*ACCC International* est un bulletin d'information publié deux fois par an qui vous informe des programmes et des activités que l'ACCC déploie à l'échelle internationale. Pour obtenir des informations complémentaires sur les articles de ce numéro, veuillez communiquer avec la rédactrice au 746-2222, poste 3123 ou par courriel: lmalcolmson@acc.ca. Cette publication est réalisée grâce au soutien financier de l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI). L'ACCC est une société sans capital-actions conformément à la législation canadienne.

Cette publication se trouve sur le réseau Internet à : [www.acc.ca](http://www.acc.ca)

*ACCC International*  
Association des collèges  
communautaires du Canada  
200 - 1223 rue Michael nord  
Ottawa (Ontario) K1J 7T2  
CANADA

Imprimé sur papier recyclé

## Ébauche du Plan d'action de l'ACDI en matière d'éducation de base

Le nouveau document de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), intitulé *Les priorités de développement social : Un cadre d'action*, orientera l'Agence pour l'élargissement et le renforcement de ses programmes dans quatre domaines prioritaires : éducation de base; santé et nutrition; VIH/SIDA; et protection des enfants. Au cours des cinq prochaines années, l'ACDI quadruplera ses investissements dans le domaine de l'éducation de base. En déterminant l'orientation et le

contenu des programmes dans ce domaine, l'ACDI a entrepris récemment un processus de consultation en ligne avec ses partenaires. L'ACCC et ses établissements membres ont participé à cette consultation, et ont fourni des commentaires sur l'*Ébauche du Plan d'action en matière d'éducation de base*. Le tableau suivant donne un aperçu de certains éléments clés de l'*Ébauche du Plan d'action*.

Buts		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les enfants, d'ici 2015, aient accès à un enseignement primaire de bonne qualité et terminent le cycle primaire. Nos efforts viseront tout particulièrement les filles, les enfants provenant des segments les plus pauvres et de groupes minoritaires, ainsi que les enfants qui travaillent et ceux qui ont des besoins spéciaux.</li> <li>L'élimination des disparités entre les sexes sur le plan de l'enseignement primaire et secondaire contribuera, dès 2005, à faire avancer la cause de l'égalité entre les sexes et de l'émancipation des femmes.</li> <li>La qualité de l'éducation de base s'améliore, en fonction de résultats mesurables et reconnus, surtout en ce qui touche la lecture, l'écriture, le calcul et les connaissances pratiques élémentaires.</li> </ul>		
Enseignements	Stratégies	Initiatives
La qualité de l'éducation est impérative	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les résultats des systèmes d'éducation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer l'enseignement en classe</li> <li>Améliorer la situation, la formation et le moral des enseignants</li> <li>Promouvoir la saine gouvernance, la paix et la compréhension</li> <li>Utiliser les technologies de l'information et des communications, au besoin</li> </ul>
L'égalité des sexes nécessite des démarches systémiques et des mesures proactives	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les résultats des systèmes d'éducation</li> <li>Investir dans l'éducation des filles</li> <li>Maintenir une volonté politique</li> <li>Renforcer les intervenants locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre des stratégies intégrées visant une éducation équitable pour les deux sexes</li> <li>Améliorer l'accès pour les exclus</li> <li>Renforcer l'engagement de la société civile</li> </ul>
L'éducation de base doit être abordable et universelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Investir dans l'éducation des filles</li> <li>Maintenir la volonté politique</li> <li>Renforcer les intervenants locaux</li> <li>Améliorer les résultats des systèmes d'éducation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre des stratégies intégrées visant une éducation équitable pour les deux sexes</li> <li>Améliorer l'accès pour les exclus</li> <li>Renforcer l'engagement de la société civile</li> </ul>
Le VIH/SIDA peut décimer les acteurs des systèmes d'éducation, mais l'éducation peut être utilisée pour sensibiliser le public et prévenir la propagation de la maladie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les résultats des systèmes d'éducation</li> <li>Investir dans l'éducation des filles</li> <li>Renforcer les intervenants locaux</li> <li>Maintenir la volonté politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre des stratégies intégrées visant une éducation équitable pour les deux sexes</li> <li>Renforcer l'engagement de la société civile</li> </ul>
Des approches sectorielles optimisent les investissements des donateurs et favorisent la responsabilisation du pays dans le processus de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le partage des connaissances</li> <li>Maintenir l'engagement à l'égard de la coordination, la cohésion, la coopération</li> <li>Renforcer les intervenants locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir des mécanismes de coopération et de coordination et en faire usage</li> <li>Utiliser les technologies de l'information et des communications, au besoin</li> <li>Renforcer l'engagement de la société civile</li> </ul>
Les technologies de l'information et des communications peuvent être des outils efficaces pour les programmes d'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le partage des connaissances</li> <li>Améliorer les résultats des systèmes d'éducation</li> <li>Maintenir l'engagement à l'égard de la coordination, la cohésion, la coopération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utiliser, si possible, les technologies de l'information et des communications pour dispenser des programmes d'éducation aux élèves, enseignants, administrateurs et décideurs</li> </ul>
La décentralisation de l'éducation peut favoriser la prise en charge par les collectivités. Les réformes durables de l'éducation exigent des engagements et des partenariats à long terme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les intervenants locaux</li> <li>Maintenir l'engagement à l'égard de la coordination, la cohésion et la coopération</li> <li>Maintenir la volonté politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer l'engagement de la société civile</li> <li>Promouvoir des mécanismes de coopération et de coordination et en faire usage</li> <li>Élaborer des systèmes de gestion de l'éducation souple, participative et responsable</li> </ul>

# Les collèges et instituts et l'éducation de base

« Répondre aux besoins humains fondamentaux », une phrase simple en apparence mais qui dénote une grande quantité de situations, d'exigences, d'attentes et d'extrants. Répondre aux besoins fondamentaux en matière de santé, d'alimentation, de logement et d'éducation est indispensable pour réduire la pauvreté et atténuer les difficultés socio-économiques des pays en développement. La nouvelle politique de développement social de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) repose sur la volonté de répondre aux besoins humains fondamentaux dans les pays sous-développés et en développement. Dans la mesure où le programme canadien officiel d'aide au développement considère les besoins fondamentaux comme une priorité, de nombreux partenaires de l'ACDI doivent trouver des moyens d'interpréter leur propre expertise et de l'aligner sur les nouvelles orientations de l'Agence.

Les collèges et instituts canadiens comptent plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'éducation internationale. Comment leur expertise en matière de formation technique et professionnelle et de développement des ressources humaines permet-elle de répondre aux besoins fondamentaux, surtout dans le domaine de l'éducation de base, dans les pays en développement?

Tirée de la *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous*, la définition de l'éducation de base et de l'apprentissage adoptée par l'ACDI dans son *Ébauche du Plan d'action en matière d'éducation de base* jette un certain éclairage sur le rôle que peuvent jouer les collèges et instituts. La Déclaration définit ainsi l'apprentissage de base :

« ...aussi bien les outils d'apprentissage essentiels (lecture, écriture, expression orale, calcul, résolution de problèmes) que les contenus éducatifs fondamentaux (connaissances, aptitudes, valeurs, attitudes) dont l'être humain a besoin pour survivre, pour développer toutes ses facultés, pour vivre et travailler dans la dignité, pour participer pleinement au développement, pour améliorer la qualité de son existence, pour prendre des décisions éclairées et pour continuer à apprendre. Le champ des besoins éducatifs fondamentaux et la manière dont il convient d'y répondre varient selon les pays et les cultures et évoluent inévitablement au fil du temps »

En mettant l'accent sur le concept d'éducation pour *tous*, cette définition ne se concentre pas uniquement sur l'enseignement primaire et le niveau élevé d'alphabétisme et de maîtrise des notions de calcul à atteindre. Elle insiste aussi sur l'acquisition des connaissances et des compétences qui permettent aux populations marginalisées de jouer un rôle plus actif dans l'économie et la vie sociale de leur société. Des études ont démontré que la contribution socio-économique des adultes est directement proportionnelle à leur niveau de scolarisation de base. Ainsi, la définition qui précède fait ressortir la nécessité, pour les pays en développement et la communauté internationale des bailleurs de fonds, d'appuyer la réforme du secteur de l'éducation à tous les niveaux - depuis l'école primaire jusqu'à la formation des adultes.

Les collèges et instituts reconnaissent la nécessité, pour tous

les enfants, d'accéder à un enseignement primaire de bonne qualité et de pouvoir terminer leurs études primaires. Ils préconisent qu'une approche holistique pour l'éducation de base destinée aux enfants doit également prévoir leur besoins en matière de formation et d'apprentissage à mesure qu'ils grandissent et deviennent adultes. L'intégration de la formation technique et professionnelle aux stratégies des programmes d'éducation de base favorisera le lien entre, d'une part, l'enseignement primaire de base (alphabétisme, expression orale, notions de calcul et résolution de problèmes) et, d'autre part, les compétences pratiques et les compétences d'employabilité indispensables pour mener une vie productive et bien remplie. Si l'éducation pour la vie s'arrête à l'école primaire et si l'acquisition de compétences rémunératrices et la préparation à l'emploi ne sont ni disponibles ni accessibles, cela pourrait compromettre l'objectif de l'ACDI pour la réduction de la pauvreté et l'accès au développement économique.

Ce type d'approche holistique est conforme à l'article 5 du *Cadre d'action de Dakar, L'éducation pour tous : Tenir nos engagements collectifs*, qui stipule que :

« Le Bilan mondial de l'éducation pour tous à l'an 2000 (EPT) montre que des progrès importants ont été accomplis dans beaucoup de pays. Cependant, il est inacceptable, en l'an 2000, que plus de 113 millions d'enfants n'aient pas accès à l'enseignement primaire, que l'on dénombre encore 880 millions d'adultes analphabètes, que la discrimination sexuelle continue de

sévir dans les systèmes éducatifs et que la qualité de l'apprentissage et l'acquisition de valeurs humaines et de compétences soient loin de répondre aux aspirations et aux besoins des individus et des sociétés. Des jeunes et des adultes n'ont pas accès aux compétences et aux connaissances nécessaires pour trouver un emploi rémunéré et participer pleinement à la vie de la société. À moins d'un progrès accéléré de l'éducation pour tous, les objectifs nationaux et internationaux fixés pour réduire la pauvreté ne seront pas atteints et les inégalités entre les pays et au sein des sociétés iront s'aggravant. »

Le *Cadre d'action de Dakar* vise les jeunes et les adultes, et invite la communauté internationale à « répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition des connaissances ainsi que des compétences liées à la vie courante ». Un autre objectif consiste à « améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici 2015 et à assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ».

Les gouvernements des pays en développement ont également reconnu la nécessité de soutenir l'enseignement technique et professionnel. En 1997, les ministres de l'Éducation de la Francophonie se sont réunis et ont décidé de :

« placer l'enseignement technique et la formation professionnelle, avec l'éducation de base, au cœur de leurs préoccupations et de leurs actions, tant au niveau national qu'international, en privilégiant l'intégration de ce principe dans leurs programmes d'enseignement et de formation. »

Par la suite, le premier Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel de la Francophonie a eu lieu au Mali en 1998. À cette occasion, les ministres de l'Éducation ont travaillé à un plan d'action pour la mise en œuvre de ce nouvel objectif prioritaire. Ils ont invité les bailleurs de fonds à répondre aux besoins de développement économique, communautaire et national en appuyant le développement de la formation technique et professionnelle, y compris le développement de l'esprit d'entreprise pour le secteur informel, en particulier chez les femmes, et en s'employant à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie.

Pendant le deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel, tenu à Séoul, Corée, en avril 1999, Frederico Mayor, ancien directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) confirmait que :

« dans les pays en développement, en particulier dans les zones rurales, développer les compétences de base en éducation reste une tâche difficile. À elle seule, la promotion de l'alphabétisme est insuffisante. L'expérience montre qu'une combinaison de l'alphabétisation et de la formation professionnelle est un moyen efficace de rendre des gens autonomes et de leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie. (...) Si tous les citoyens, mais surtout

ceux qui ont été exclus du courant dominant de l'éducation, n'ont pas un moyen souple d'accéder à l'apprentissage et à la formation tout au long de leur vie, en particulier la possibilité de se donner des compétences professionnelles et techniques rémunératrices, le cercle vicieux du chômage et de l'exclusion sociale va vraisemblablement continuer de se répéter. »

Les stratégies et les mesures de programmation dégagées dans l'*Ébauche du Plan d'action en matière d'éducation de base* de l'ACDI représentent un plan exhaustif pour orienter les efforts de l'ACDI concernant l'éducation de base en conformité avec l'effort international pour la mise en œuvre du *Cadre d'action de Dakar*. Cependant, ces stratégies et ces mesures sont formulées d'une façon assez générale, ce qui permet de les adapter aux besoins variés mais réels des partenaires dans les pays en développement. Cette souplesse milite en faveur d'une approche stratégique plus globale en matière de programmes éducatifs, afin de répondre aux besoins des pays qui désirent accroître leur capacité pour l'acquisition de compétences techniques et professionnelles offrant des possibilités d'emploi ou de travail autonome aux jeunes apprenants et aux adultes.

L'expérience des collèges et instituts canadiens dans la mise en œuvre de projets de développement international appuyant les stratégies et les mesures de programmation de l'ACDI nous amène à conclure que l'amélioration des systèmes d'éducation doit se faire sentir à tous les niveaux. Un système d'éducation doit répondre aux besoins de la population - de l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'éducation des adultes.

Le gouvernement du Canada et les organismes des Nations Unies ont reconnu l'importance de l'éducation et des soins à la petite enfance pour le développement des individus à long terme. Cela vient aussi compléter les efforts déployés en faveur de l'égalité des sexes afin d'offrir aux mères des choix sûrs en matière d'éducation de la petite enfance pour les jeunes d'âge préscolaire. Les collèges et instituts du Canada ont élaboré des modèles d'enseignement modulaires et à distance pour la formation et la préparation du personnel enseignant et des fournisseurs de soins à la petite enfance, des modèles qui ont été adaptés aux besoins des partenaires dans plusieurs pays en développement.

L'*Ébauche du Plan d'action* reconnaît que l'éducation de base devrait également bénéficier aux adolescents et aux jeunes non scolarisés en les aidant à acquérir des compétences de lecture, d'écriture, de calcul et des connaissances pratiques élémentaires. Mais il faudrait aussi reconnaître l'importance de la formation professionnelle et technique de même que les liens fondamentaux qui existent entre cette formation et les possibilités de travail rémunéré. Les finissants du primaire doivent avoir accès à un système d'éducation qui leur permet d'acquérir les compétences de travail essentielles pour trouver un emploi ou créer leur propre emploi dans les secteurs économiques formels ou informels. L'intégration de la formation professionnelle et technique de base à l'école secondaire, et la disponibilité des établissements

...**BASE** suite à la page 6

...**BASE** suite de la page 5

d'enseignement professionnel et technique et des programmes d'apprentissage sont essentielles pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la qualité de vie.

Si l'*Ébauche du Plan d'action* est davantage axée sur l'éducation systématique des jeunes non scolarisés, il reste qu'il est important de reconnaître que les établissements d'éducation, comme les collèges d'enseignement professionnel et technique, et les ministères chargés de l'éducation de base pour adultes dans les pays en développement, peuvent également répondre aux besoins des jeunes non scolarisés. Toutefois, ces collèges et établissements d'enseignement professionnel et technique ont besoin d'appui pour la formation et le perfectionnement du personnel enseignant, l'élaboration des programmes d'études, la production de ressources pédagogiques ainsi que la gestion et l'administration des établissements, et ce, en collaboration avec la communauté. Les établissements doivent également renforcer leurs capacités pour offrir une formation abordable à court terme, des cours pour l'acquisition des compétences de base aux groupes marginalisés, tels que les enfants de la rue, les femmes chefs de famille monoparentale, les orphelins du SIDA et les micro-entrepreneurs qui évoluent dans le secteur informel.

À la lumière des résultats des projets de partenariat international des collèges canadiens, il est clair que l'éducation de base qui allie l'alphabétisme et la maîtrise des notions de calcul fonctionnelles aux programmes de formation professionnelle ou de développement d'aptitudes professionnelles est particulièrement efficace pour aider les femmes et les hommes sans emploi à entrer sur le marché du travail. Une telle formation et le développement de l'esprit d'entreprise créent des possibilités de travail autonome et contribuent à l'accroissement des capacités des micro-entrepreneurs dans le secteur informel des pays en développement.

Les résultats des recherches et les publications disponibles par l'entremise du service de la Banque mondiale visant l'éducation et la formation des adultes (Adult Outreach) confirment que l'amélioration des conditions de vie repose sur l'éducation de base, non seulement pour les jeunes mais aussi pour les adolescents et les adultes qui n'ont pas pu accéder au système scolaire principal. Par exemple, en Afrique, la Banque mondiale reconnaît qu'il faudra trop de temps pour réduire de façon appréciable l'analphabétisme chez les adultes si l'appui est concentré uniquement sur l'amélioration de l'enseignement primaire. En outre, elle a découvert que certains effets de « développement » découlant de quatre à six ans d'enseignement primaire peuvent être atteints par une proportion respectable d'apprenants adolescents et adultes après un an ou moins d'éducation de base.

La Banque mondiale a également découvert que, en investissant à la fois dans l'éducation de base et l'enseignement primaire, on crée une synergie positive puisque l'éducation de base pour les adultes incite les parents à appuyer davantage l'éducation de leurs enfants. Cette synergie est plus forte lorsque l'éducation de base

pour adultes englobe la formation professionnelle, l'esprit d'entreprise et les aptitudes professionnelles pour aider les parents à gagner un revenu ou à augmenter leur revenu afin de pouvoir inscrire leurs enfants à l'école et les aider à y rester.

L'*Ébauche du Plan d'action* doit prévoir l'éducation de base et la formation professionnelle et technique pour les adultes, en particulier pour les femmes afin que celles-ci puissent servir de modèles aux filles et puissent gagner un revenu qui leur permet de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Ces femmes scolarisées pourraient ainsi améliorer leur qualité de vie, avoir une voix plus forte au sein de leur communauté et rehausser leur situation générale sur le plan social et économique.

Le renforcement de la gestion et de l'administration de l'éducation est également indispensable pour améliorer la qualité de l'éducation. La nécessité de décentraliser les activités pour assurer une plus grande participation communautaire à l'administration des établissements d'enseignement est reconnue comme un moyen efficace de rendre l'enseignement plus « utile » aux étudiants ou aux participants de tous les niveaux d'études. Tout effort visant à favoriser l'élaboration d'approches décentralisées axées sur la communauté doit tenir compte de l'importance de la participation des parents et de la corrélation entre les niveaux d'alphabétisation et de scolarité de ces derniers et leur engagement dans les activités scolaires.

Au Canada, l'expression générale « collège communautaire » a été retenue dans l'ensemble du système canadien des collèges d'enseignement professionnel et technique pour tenir compte de l'aspect administratif prédominant et de l'impératif opérationnel majeur de ces établissements - la communauté locale. La participation continue de la communauté économique et socio-culturelle environnante à la gestion du collège, à l'établissement et à la révision de ses programmes d'études, ainsi qu'à la formulation constante de commentaires rétroactifs au collège sur la qualité de ses diplômés garantissent la pertinence de l'enseignement offert dans les collèges communautaires.

Pour bien relever les défis de l'éducation de base, il faut une coopération et une coordination étroites de la part des bailleurs de fonds. Les approches sectorielles offrent aux bailleurs de fonds d'excellentes occasions d'aborder les *systèmes* d'éducation dans les pays en développement selon une approche holistique. Les collèges et instituts du Canada sont perçus comme des partenaires indispensables pour la mise en œuvre du programme canadien d'aide au développement outre-mer dans le secteur de l'éducation. Ces établissements auront donc un important rôle multidimensionnel à jouer en faisant profiter de leur expérience et de leur expertise les partenaires des pays en développement qui s'appliquent à bâtir et à renforcer des systèmes d'éducation et les éléments constitutifs de ces systèmes afin que les individus puissent contribuer à leur propre développement socio-économique. ■

### La formation continue en entrepreneuriat agricole : une action renforçant l'éducation de base et la génération de revenus pour les populations rurales du Bénin

**Par Paule Racine**  
**Coordonnatrice, Garneau-International**  
**Collège François-Xavier-Garneau**

Depuis 1999 le collège François-Xavier-Garneau, en collaboration avec le Centre d'excellence en sciences agricoles et biotechnologiques du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick - Edmundston, réalise un projet de soutien aux quatre institutions de formation agricole du Bénin dans le cadre du Programme de partenariat des collèges canadiens. Le projet « Formation continue agricole » vise à mettre en place dans chaque école une cellule de formation continue. Il répond ainsi aux besoins exprimés par la Direction des enseignements techniques et professionnels du Bénin pour l'éducation de base et la formation technique destinées au secteur agricole.

Depuis 1991, le Bénin vit à nouveau dans un régime démocratique accompagné d'une économie de marché après plus de 15 ans d'un régime d'économie dirigée. Son économie est largement dominée par le secteur agricole : environ 68% de la population active œuvre dans ce secteur et produit 38% du produit intérieur brut (PIB). La population du pays est jeune (45% a moins de 15 ans) et peu instruite (23% de la population de plus de 15 ans est alphabétisée). Les priorités économiques et sociales du Bénin sont donc l'agriculture, l'éducation et la création d'emplois.

Le plan d'orientation macro-économique du pays pour 1998-2002 précise qu'il faut « lutter contre la pauvreté pour consolider le développement économique » et que le développement du capital humain concerne autant les questions de santé, de logement, d'environnement que de formation. À cet égard, le Bénin a adopté une approche holistique pour l'éducation de base. L'alphabétisation et l'éducation de base pour les jeunes et pour les adultes

sont des priorités liées à la démocratisation de l'enseignement technique et professionnel car, depuis 1996, la formation technique et professionnelle et l'enseignement primaire constituent deux grandes priorités de l'État.

Il est donc intéressant de constater que le Bénin accorde autant d'importance à l'alphabétisation de sa population qu'au fait de lui offrir une formation professionnelle lui permettant d'accéder efficacement au marché du travail, le secteur étant le plus susceptible d'accueillir actuellement la jeunesse étant celui de agroalimentaire. L'enjeu de la nouvelle stratégie béninoise concernant le développement de ce secteur est de s'assurer que la formation entrepreneuriale soit diffusée jusqu'aux producteurs en agriculture et en transformation agroalimentaire. La clientèle cible des cellules de formation continue est donc celle-ci : les petits entrepreneurs agricoles, les groupements paysans, les femmes œuvrant dans l'agroalimentaire, les jeunes déscolarisés qui doivent acquérir rapidement certaines compétences leur permettant de trouver du travail et les anciens diplômés des écoles d'agriculture qui n'ont pas eu accès à une formation en entrepreneuriat. Ces prestataires de services de formation ont un objectif commun, celui de devoir rehausser leurs connaissances et leurs habiletés afin de réussir à mieux gagner leur vie et ainsi de pouvoir assurer un meilleur bien-être à leur famille.

L'implantation de cellules de formation continue dans les quatre institutions de formation agricole initiales du pays constitue donc un moyen privilégié pour atteindre cette clientèle cible. Le projet concentre ses interventions sur les compétences nécessaires à la création et à la gestion

des cellules de formation continue ainsi que sur l'amélioration des capacités entrepreneuriales et andragogiques des formateurs qui y œuvrent. Ceux-ci seront en mesure de répondre aux besoins techniques et managériaux de ceux et celles qui désirent créer ou consolider leur emploi. L'offre d'activités de formation de formes et de contenus variés doit répondre aux besoins spécifiques des clientèles. Elle vise la diffusion de connaissances pratiques et la méthodologie de l'intervention est basée sur une approche andragogique qui tient compte des expériences des demandeurs de formation.

Les formateurs des cellules de formation continue ont donc, pour la première fois en juin 2000, offert leurs services professionnels aux petits producteurs de leurs régions respectives. Certains paysans ont aussi pour la première fois pu réaliser qu'il y avait tout près de chez eux des ressources et un savoir qui leur étaient devenus disponibles : «... je ne savais pas que le bonheur était si proche de chez nous » dira une paysanne de la région d'Adja-Ouéré à la suite d'une activité de sensibilisation réalisée dans son village. Elle y voyait, comme ceux d'un groupement paysan de la région d'Ina qui avait bénéficié d'une formation de deux jours sur le greffage des manguiers, que la formation représente une opportunité de sortir de leur pauvreté.

Le projet « Gestion scolaire et agricole » contribue donc à élargir l'accès à la formation professionnelle des paysans béninois; il constitue pour les populations rurales du Bénin une autre façon d'élargir l'accès à l'éducation de base dans le but d'améliorer leur autosuffisance économique. ■

### Notions de calcul – Un projet d'éducation de base de FANSHAWE et JAMAL

Par Bruce Wilson, Coordonnateur  
Partenariats internationaux  
Fanshawe College

En 1972, le taux d'analphabétisme en Jamaïque, qui représentait, estime-t-on, de 40 à 50 % de la population adulte, a amené le gouvernement de la Jamaïque à créer le National Literacy Board (Conseil national d'alphabétisation). En 1974, ce conseil a été réorganisé pour devenir le mouvement d'alphabétisation de la Jamaïque, appelé Jamaican Movement for the Advancement of Literacy (JAMAL). À ce titre, il a dirigé une campagne nationale d'amélioration de l'alphabétisme devenu un « mouvement » populaire à l'échelle du pays. Pendant les années 70, les objectifs du JAMAL étaient les suivants :

- éliminer l'analphabétisme le plus tôt possible;
- améliorer les capacités de lecture et d'écriture de la population adulte; et
- assurer le développement des ressources humaines afin que chaque citoyenne ou citoyen adulte puisse apporter une contribution importante au développement social, économique et culturel du pays.

En 1982, on a restructuré les programmes du JAMAL pour y inclure d'autres objectifs. La prévention de l'analphabétisme, en s'assurant que les enfants âgés de 6 à 12 ans fréquentent l'école régulièrement, est devenue un objectif prioritaire. Il en a été de même pour l'alphabétisation et la formation professionnelle de base au profit des nouveaux scolarisés âgés de plus de 15 ans dans divers secteurs : agriculture, mécanique d'automobile, plomberie, réparation d'appareils ménagers, couture, artisanat, tourisme et travail du bois. Pendant les années 90, on a de nouveau restructuré le JAMAL pour qu'il puisse jouer un rôle central dans la prestation de services d'éducation informels destinés aux adultes.

Mouvement populaire issu de la base, le JAMAL puise sa force dans ses nombreux intervenants, notamment un réseau national de groupes de bénévoles, provenant de tous les secteurs de la société jamaïcaine et oeuvrant dans les treize districts régionaux ou « paroisses » du pays. Il est également présent dans le secteur privé jamaïcain qui le paie pour développer les compétences de sa main-d'oeuvre en lecture, en écriture et en calcul.

Le JAMAL a salué le mérite de deux collègues communautaires canadiens pour la contribution, les services d'orientation et les conseils d'experts qu'ils lui ont fournis. De 1996 à 1997, George Brown College a travaillé avec le JAMAL à un projet dans le cadre du Programme de partenariat des collèges canadiens (PPCC) financé par l'ACDI qui est intitulé « Life Skills Training of Trainers » pour la formation des agentes et agents de formation sur les connaissances pratiques. Récemment, le JAMAL a établi un partenariat avec Fanshawe College pour un projet de formation sur les notions de calcul. Ces projets ont eu d'importantes répercussions et ont notamment renforcé la capacité du JAMAL d'offrir à la population des cours de lecture et de calcul, ainsi que d'autres services éducatifs de base.

L'objectif du projet actuel est de permettre au JAMAL d'assurer la prestation de services de formation en calcul; de soutenir son rôle de chef de file dans la création de la National Adult Education Commission (NAEC) dont le but sera de faciliter l'élaboration et la prestation de services éducatifs informels en Jamaïque; et d'améliorer la capacité du JAMAL d'offrir un programme de formation en calcul à d'autres pays des Antilles. Des objectifs et un plan stratégique ont été élaborés pour la NAEC, des cours de formation en calcul ont été inclus dans les programmes de formation habituels du JAMAL et on a préparé quatre manuels de formation (niveaux 1 à 4). Reconnaisant la qualité et la valeur de ces ouvrages, le ministère de l'Éducation a demandé qu'ils fassent partie des ressources d'apprentissage dans toutes les écoles primaires de Jamaïque.

Un avantage très important et inattendu du projet est qu'il a permis d'améliorer la capacité du JAMAL d'inclure dans son répertoire pédagogique des cours pour le développement des « connaissances pratiques ». Ces cours permettent aux adultes et aux adolescents sans emploi d'acquérir des compétences en demande tout en améliorant leur capacité en lecture et en calcul. Il existe une correspondance cruciale entre les connaissances pratiques et l'éducation de base. Sans ces capacités ou aptitudes professionnelles - pour appliquer l'apprentissage au travail rémunéré - une éducation de base ne peut pas à elle seule permettre à l'individu de traverser les différentes étapes de la vie et de satisfaire à ses exigences. En reconnaissant l'importance des connaissances pratiques et en les incluant dans les programmes du JAMAL on a, dans une certaine mesure, poursuivi le travail que le JAMAL et George Brown College ont commencé et qui se poursuit par l'entremise de Fanshawe College.

Le succès du partenariat entre le JAMAL et Fanshawe College s'est maintenant étendu à la Guyane où le matériel d'apprentissage sert à former des animatrices et animateurs qui s'occupent de la prestation des services d'éducation de base en passant par l'acquisition des notions de calcul et le développement des connaissances pratiques. Ces services sont offerts dans toutes les régions du pays dans le cadre du projet intitulé Literacy for a New Economy (Alphabétisation pour la nouvelle économie). Réunissant Bow Valley College, Mount Royal College et Fanshawe College, ce projet du PPCC vise à renforcer les « compétences essentielles » nécessaires pour rendre la jeunesse guyanaise autonome grâce à l'emploi et le fonctionnement efficace en milieu de travail, en milieu familial et au sein des communautés. Ce projet renforcera également la capacité de l'institut d'éducation permanente et d'enseignement à distance de l'University of Guyana qui pourra offrir des programmes dans dix régions afin d'améliorer les compétences des groupes-cibles dans le domaine de l'alphabétisme, de l'acquisition des notions de calcul, du développement des talents d'entrepreneur et des compétences en affaires.

Ainsi, les collègues et instituts canadiens continuent de développer leur longue histoire de collaboration et de partenariat avec les établissements d'enseignement et les organismes communautaires des Antilles dans le domaine de l'éducation de base. L'aide apportée à la formation de base partout dans la région a eu des résultats visibles et durables et les effets favorables continueront de se faire sentir dans la région au cours des prochaines années. ■

## Mise à jour sur le Programme de partenariat des collèges canadiens (PPCC)

### Forum du PPCC

Tenu à Ottawa les 22 et 23 février 2001, ce forum a réuni des représentants et représentants de quelque 30 collèges et instituts qui participent au PPCC et s'est soldé par un grand succès. Plusieurs représentants de l'ACDI, venues de la Direction générale du partenariat canadien et de la Direction générale des politiques, ont également assisté à cette rencontre à titre de participants aux réunions de spécialistes ou comme observateurs. M. Claude Francoeur, directeur général de la coopération institutionnelle, Direction générale du partenariat canadien, a prononcé le discours d'ouverture intitulé « **Enjeux d'actualité et tendances à l'ACDI** ». M. Francoeur s'est concentré sur les nouvelles priorités de l'ACDI en matière de développement social de même que sur la stratégie à long terme et le renouvellement de l'agence. D'autres séances interactives ont été consacrées à divers sujets, notamment la consultation sur l'éducation de base; les facteurs clés pour la mise en œuvre réussie de projet; les pratiques exemplaires pour assurer la durabilité d'un projet; la gestion de projet – rôles, responsabilités et rédaction des rapports; le financement de projet; l'égalité des sexes et le développement; et la préparation interculturelle. Pour consulter le compte rendu officiel du forum du PPCC, veuillez visiter le site Web du PPCC au [www.accc.ca/ppcc](http://www.accc.ca/ppcc).

### Consultation de l'ACDI sur l'éducation de base

S'appuyant sur les observations des établissements membres, l'ACCC a donné suite à l'*Ébauche du Plan d'action en matière d'éducation de base* en recommandant à l'ACDI d'adopter une approche plus holistique pour l'éducation de base. L'ACCC a

suggéré que les objectifs du *Plan* soient élargis pour inclure la formation professionnelle et l'enseignement technique destinés aux adultes et aux jeunes non scolarisés. On a également recommandé d'y intégrer l'éducation et les services à la petite enfance, l'appui aux collèges de formation professionnelle et technique pour répondre aux besoins des jeunes non scolarisés et des adultes sans emploi ou sous-employés, de même que la reconnaissance de l'importance des programmes d'éducation de base destinés aux adultes.

### Ébauche du Plan d'action sur la santé et la nutrition

Le 3 mai 2001, l'ACDI a lancé un processus de consultation pour sonder ses partenaires du secteur de la santé et de la nutrition. Cette consultation s'étend sur six semaines et prévoit une tribune en ligne pour examiner les domaines où l'ACDI pourra mieux influencer sur l'amélioration de la santé et le bien-être de la population des pays en développement. L'ACCC fournira régulièrement des mises à jour sur le processus de consultation à ses établissements membres.

### Site Web du PPCC

Le site Web du PPCC contient maintenant des **liens** comprenant une liste commentée de 24 sites Web liés au développement international. Ces sites sauront intéresser les coordinatrices et coordonnateurs internationaux ou quiconque travaille dans le domaine de l'éducation et du développement à l'échelle internationale.

En visitant ce site, on peut accéder à un ensemble de **Guides d'évaluation** abrégés qui ont été mis à jour. Il s'agit des guides intitulés : 1) **Évaluation participative : un survol**; 2) **Conseils pour l'équipe d'évaluation**; 3) **Outils pour recueillir de l'information**; 4) **Rédaction des rapports et planification des interventions**; et 5) **Questions d'évaluation**. Bien que cet ensemble soit préparé expressément pour le PPCC, ces guides pourraient facilement servir dans un contexte plus large d'évaluation du développement international.

La partie **Recommandations et leçons** du site Web a été mise à jour et comprend un résumé et une synthèse des leçons et des connaissances acquises à partir des évaluations participatives, formatives et sommatives des projets du PPCC au cours de la dernière année.

Consultez le **calendrier du PPCC** sur le site Web afin de connaître les dates clés pour l'année scolaire 2001-2002.

### Internationalisation – Atelier d'automne et document d'études de cas

En réponse à plusieurs demandes des établissements membres sur la formation dans le domaine de l'internationalisation, l'ACCC compte préparer un document fondé sur six études de cas portant sur l'expérience de divers collèges et instituts, soit Nova Scotia Agriculture College, Fisheries and Marine Institute, Cégep de Saint Jérôme, Durham College, Grant MacEwan College et Capilano College, en matière d'internationalisation. L'ACCC prépare également un atelier à l'échelle du Canada, qui aura lieu à l'automne 2001 et qui sera axé sur l'internationalisation. À partir des études de cas, on pourra examiner en profondeur des exemples concrets de même que les éléments et les conditions de l'internationalisation. L'atelier permettra aussi de discuter du processus de l'internationalisation.

### Phase II du PPCC et prochain appel de propositions pour le PPCC

L'ACCC participe activement aux négociations engagées avec l'ACDI au sujet de la prochaine phase du Programme de partenariat des collèges canadiens. Une fois qu'une entente aura été conclue, nous pourrons informer les collèges et instituts de la date et du contenu du prochain appel de propositions. Consultez le site Web du PPCC et À l'ACCC pour prendre connaissance des mises à jour sur cette question et sur d'autres dossiers du PPCC.

## Le Canada-China Women's Law Project démontre les résultats

Le Canada-China Women's Law Project (CCWLP) a été conçu pour promouvoir les droits de la femme en Chine par l'application de la Loi sur la protection des droits et intérêts de la femme (Loi des femmes de 1992). Grâce à un partenariat entre l'ACCC et la All-China Women's Federation (ACWF), une formation poussée a été engagée pour sensibiliser la population à cette loi et s'assurer que les femmes comprennent bien leurs droits et qu'elles sont en mesure de les exercer. Ce travail de sensibilisation et l'application de cette loi sont indispensables pour surmonter les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées en Chine, en particulier en ce qui a trait au mariage, à la famille et à leur droit au travail.

Aujourd'hui, à mi-chemin dans la mise en oeuvre de ce projet de cinq ans, financé par l'ACDI et lancé en 1998, les formatrices et formateurs principaux ont terminé l'étude des droits que la Loi des femmes leur reconnaît et procèdent à la formation des responsables locales. Ces dernières diffusent l'information et distribuent la documentation dans leurs communautés en plus d'offrir des conseils aux personnes qui désirent obtenir des renseignements additionnels ou agir afin de corriger les injustices. L'impact du projet se manifeste maintenant au niveau de la population, et les histoires de réussites des femmes informées qui défendent leurs droits en vertu de la loi sont nombreuses.

Dans le district de Huimin, région autonome de la Mongolie intérieure, la présidente de la fédération locale des femmes, Yun Lingyan, souligne que le projet de formation a entraîné une réduction des incidents de violence en milieu familial dans la communauté. « Je pense que la formation offerte à d'autres institutions, telles que la police, pour les sensibiliser à l'égalité des sexes et leur apprendre à traiter les cas de violence familiale, a été très utile. Avant cette formation, la fédération des femmes ne connaissait

que le chef des services de police, et nous manquions de moyens pour joindre la population. » Aujourd'hui, la fédération des femmes et la police travaillent ensemble pour protéger les intérêts des femmes, et le premier greffe d'un tribunal réservé à la protection des droits des femmes a été mis sur pied dans la ville.

Dans la ville de Hohhot, région autonome de la Mongolie intérieure, Wang Xiang Xiang, agente de formation locale, a pu régler un conflit dans une famille où une femme ne voulait pas rencontrer sa petite-fille. « L'histoire de la Chine s'enracine dans l'idée que les hommes sont supérieurs aux femmes, et cela est difficile à changer. Si une famille a un garçon, tout le monde est heureux. S'il s'agit d'une fille, il y a un problème. » M<sup>me</sup> Wang a travaillé avec cette femme pour lui changer ses idées préconçues. Elle a rencontré l'enfant et la famille est heureuse maintenant.

Dans un village, une stagiaire s'est rendu compte que l'ancienne politique, qui nie à la femme mariée le droit de conserver ses terres agricoles lorsqu'elle quitte le village, était contraire à la Loi des femmes. Elle a demandé de l'aide à la fédération locale des femmes et, après plusieurs rencontres avec le comité du village, la question a été réglée. Huit femmes pourront conserver leurs terres agricoles. « Avant la formation, je ne connaissais pas mes droits. Maintenant, grâce à la formation, j'ai appris beaucoup d'articles dans la Loi des femmes et je me sens plus confiante et protégée par cette loi. La politique sur l'égalité des sexes est maintenant établie dans mon village », a-t-elle déclaré.

Une autre stagiaire affirme : « La formation m'a permis de comprendre les droits et les intérêts des femmes en vertu de la loi. Je me sers souvent de ce que j'ai appris

...**CHINE** suite à la page 11

## Le projet de Partenariat École-Industrie, un point saillant du congrès de Cuba

Le président de l'ACCC, M. Gerry Brown, était un invité spécial à Pedagogia 2001, le 7<sup>e</sup> congrès biennal pour l'unité des éducatrices et éducateurs d'Amérique latine. Tenu du 5 au 9 février à La Havane (Cuba), ce congrès a réuni plus de 6 000 délégués venus de 42 pays. M. Luis Ignacio Gómez Gutiérrez, ministre de l'Éducation de Cuba, a prononcé le discours d'ouverture de cette rencontre dynamique en se concentrant sur les défis qui se posent aux éducatrices et éducateurs de tous les niveaux, de la maternelle à l'université. Le président cubain, M. Fidel Castro, a prononcé le discours de clôture.

Le projet de Partenariat École-Industrie (PEI) du Programme de partenariat des collèges canadiens (PPCC), mis sur pied par le Collège de Maisonneuve et le Cégep de Saint-Hyacinthe, a été présenté comme étude de cas pendant cette rencontre. Par ailleurs, deux éducateurs

formés par l'entremise du PEI ont présenté un cours d'une journée sur l'approche axée sur les compétences pour la formation technique. Consacré à l'accroissement de l'efficacité de l'industrie alimentaire et pharmaceutique de Cuba, le PEI vise à renforcer la capacité de l'Instituto Mártires (Institut Mártires) et de l'Instituto de Investigaciones para la Industria Alimenticia (Institut des études sur l'industrie alimentaire) d'élaborer des programmes d'études techniques novateurs axés sur les compétences et conformes aux normes internationales. Il en est à sa troisième année et les activités, qui ont déjà dépassé le cadre des deux établissements partenaires initiaux, englobent d'autres secteurs qui s'intéressent à l'élaboration de programmes selon l'approche axée sur les compétences.

...**CUBA** suite à la page 11

...**CHINE** suite de la page 10

pour aider d'autres femmes dans mon village. » Dans un cas, il s'agissait d'une jeune fille dont le père ne pouvait envoyer que l'un de ses deux enfants à l'école. Fidèle à l'idée féodal selon lequel les hommes sont supérieurs aux femmes, le père a laissé son fils poursuivre ses études. Ayant appris la situation, la stagiaire et l'enseignant de la jeune fille ont rendu visite au père pour lui expliquer que les femmes devraient jouir des mêmes droits que les hommes en ce qui concerne la culture et l'éducation. Le père a accepté d'emprunter de l'argent pour soutenir les études de sa fille qui est maintenant de retour aux études.

L'engagement des formatrices et formateurs principaux et locaux pour le projet CCWLP est mis en évidence par la qualité de la formation qui est offerte et par le fait que l'on comprend mieux les droits juridiques des femmes dans les communautés visées par le projet. Les formatrices principales continuent d'enseigner aux individus et aux groupes intéressés à ce projet, aussi bien dans leur quartier que leur milieu de travail. Beaucoup de formatrices et formateurs travaillent également dans le domaine de l'éducation et intègrent les principes d'égalité entre les sexes dans leur enseignement. Le message sur l'égalité des sexes a dépassé la portée initiale du projet, et le nombre de réussites augmentera à mesure que les droits et privilèges des femmes en Chine continueront de s'améliorer.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec : Claire Soucy, agente principale de programmes, ACCC, tél. : 613-746-2222, poste 3117, téléc. : 613-746-6721 ou courriel : csoucy@accc.ca.

...**CUBA** suite de la page 10

La reconnaissance du succès du projet de PEI pendant le congrès a marqué un pas important dans la collaboration entre l'ACCC et le ministère de l'Éducation de Cuba. Cette collaboration a commencé lors du premier Congrès mondial des collègues et des écoles polytechniques. Pendant les rencontres tenues à La Havane, entre M. Brown et le ministre et le sous-ministre de l'Éducation, on a insisté sur la nécessité de continuer de partager l'information et de mettre en évidence l'importance de la formation technique dans le développement économique. Cuba vise à étendre la formation axée sur les compétences à d'autres établissements d'enseignement et à créer un centre de certification des compétences à la Villa Clara Polytechnic, où sont formés les travailleuses et travailleurs du secteur du sucre. Aussi, a-t-on fait ressortir, à l'occasion de cette rencontre, l'effet important et durable de la collaboration et de la participation du Canada à la formation technique.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les projets du PPCC de l'ACCC à Cuba, veuillez communiquer avec Margaux Béland, coordonnatrice du programme PPCC, tél. : 613-746-2222 poste 3125; courriel : mbeland@accc.ca.

**Congrès pour le projet de formation aux médias en Bosnie organisé par l'ACCC**

Financé par l'Agence canadienne de développement international, le projet de formation aux médias en Bosnie est une initiative sur trois ans qui vise à contribuer à la réforme démocratique en améliorant la gestion, le fonctionnement et la qualité de la télédiffusion en Bosnie-Herzégovine. Travaillant avec le système de télédiffusion public et des stations de télévision choisies, l'ACCC offre ainsi une formation pratique de pointe en journalisme et dans les domaines des techniques de production, du journalisme d'enquête, des applications informatiques, de la gestion et du marketing. Ce projet aide l'industrie à créer des sources de revenu dans le marché et encourage le public à faire confiance au journalisme objectif basé sur les faits de même qu'à la qualité des émissions.



*Photos du projet de formation aux médias en Bosnie*

À la fin de mars 2001, l'ACCC était l'hôte d'un congrès à Sarajevo portant sur les besoins en formation des professionnels de la télévision. Cette rencontre a réuni les responsables du perfectionnement professionnel et de la formation dans le domaine de la télévision pour cerner les capacités générales et analyser les besoins dans certains domaines et diverses professions. Cette conférence a été perçue comme un pas important pour coordonner la formation aux médias offerte en Bosnie-Herzégovine. Tous les fournisseurs de services de formation ont parlé de leurs compétences et de leurs projets futurs, et les diffuseurs publics et privés ont discuté de leur expérience, bonne ou mauvaise, en matière de formation dans le domaine de la télévision. Les participants ont partagé leurs vues et ont fait des suggestions qui serviront de lignes directrices pour la planification des séances de formation futures.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Hussein Amery, gérant, Développement des affaires et coopération technique, tél. : (613) 746-2222, poste 3118; courriel : hamery@accc.ca.

## Le projet de réforme de la formation professionnelle et technique en Hongrie

Financé par l'ACDI, le projet de quatre ans de la réforme du système de formation professionnelle et technique en Hongrie (TVTSRP) a abouti en décembre 2000. Le projet a impliqué l'ACCC, le Collège de Sherbrooke, le Douglas College, le Humber College, le Niagara College, le Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology (SIAST), en collaboration avec le ministère hongrois de l'éducation, le National Institute of Vocational Education et six Centres régionaux de développement de la main-d'oeuvre (RLDCs).

Pour faciliter la transition de la Hongrie à une économie de libre échange, une réforme du secteur de l'éducation et de la formation s'avérait nécessaire afin de permettre au ministère du Travail de faire face aux changements des stratégies d'emploi et de protection sociale et pour fournir un personnel qualifié à rencontrer les nouveaux besoins du marché du travail.

Au moyen de modèles de distribution ayant fait leur preuve et d'une combinaison d'assistance technique, la formation au Canada et en Hongrie, les missions d'études aussi bien que l'utilisation stratégique des ressources locales, le TVTSRP a développé la capacité interne, à la fois du personnel du gouvernement de la Hongrie et des RLDCs, d'établir le transfert de crédits et une programmation pertinente à l'industrie. Conjointement, le ministère hongrois de l'Éducation, l'ACCC et ses membres ont offert des services pour l'établissement de programmes de formation de compétences qui contiennent du matériel sous forme de modules, des grilles de cours cohérentes, des systèmes de crédits, des comités consultatifs de programmes et des processus de révision de programmes dans toutes les institutions accréditées offrant des programmes postsecondaires sanctionnés par un certificat. Utilisant une approche appliquée de gestion axée sur les résultats conçue pour garantir des résultats optimums et un impact maximum pour tous les organismes impliqués au projet, les activités ont été modifiées et stratégiquement minutées pendant toute la durée du projet. Cette approche a contribué à garantir que le projet répondait bien aux besoins immédiats du gouvernement de la Hongrie et qu'il maximisait toute interface potentielle par des initiatives bilatérales et multilatérales complémentaires.

Pour l'ACDI et les instituts et collèges canadiens participants, le TVTSRP s'est avéré un franc succès. Le projet a renforcé la collaboration antérieure avec les partenaires hongrois et a contribué de façon significative à l'évolution et à la réforme du système d'éducation et de formation technique et professionnelle en Hongrie. Des progrès dans la planification et les systèmes de développement des politiques et des ressources humaines ont immédiatement contribué à la transition du pays à une économie de libre échange. Aidés des conseillers canadiens, les institutions hongroises ont adopté de

...**HONGRIE** suite à la page 13

## L'ACCC participe à la mission d'Équipe Canada en Chine

Du 9 au 18 février 2001, la sixième mission économique de l'Équipe Canada a visité Beijing, Shanghai et Hong Kong, rapportant un total de 5,7 milliards de dollars en nouveaux marchés pour les entreprises canadiennes. Huit premiers ministres provinciaux, trois dirigeants territoriaux et près de 600 participants du monde des affaires, incluant des représentants des institutions scolaires, des organismes non gouvernementaux et une délégation de la jeunesse, ont participé à la mission dirigée par le premier ministre, Jean Chrétien. « La mission d'Équipe Canada 2001 – la plus importante jusqu'à présent – témoigne des changements extraordinaires et passionnants qui ont transformé et continuent de transformer la Chine depuis la première mission d'Équipe Canada en 1994. Cette fois-ci, nous nous sommes rendus dans trois marchés très différents les uns des autres, et je suis ravi des formidables percées faites par les entreprises canadiennes » a déclaré le Premier ministre.

Les représentants du secteur de l'éducation constituaient le plus grand contingent de l'Équipe Canada 2001. Beaucoup des accords signés au cours de la mission représentent des échanges scolaires et de nouveaux partenariats dans le domaine de la formation et reflètent par conséquent l'émergence de services canadiens en éducation forts et reconnus à l'échelle internationale. Les institutions membres et associés de l'ACCC qui ont participé à la mission ont signé des contrats, des ententes et des protocoles d'accord valant plus de 50 millions de dollars avec les industries et les institutions éducatives chinoises. Les institutions membres participantes comprenaient le British Columbia Institute of Technology, le Capilano College, le Centennial College, le Collège de Rosemont, le Holland College, le Justice Institute of British Columbia, le Mount Royal College, le Niagara College, la Royal Roads University (associé), le Seneca College et le Yukon College.

La participation de l'ACCC à l'Équipe Canada a servi à établir des partenariats en Chine et à maintenir ceux déjà en place et à recommander au nom de 175 collèges canadiens des priorités nationales auprès des chefs d'entreprises, des politiciens et des bureaucrates canadiens. Le matériel promotionnel mettant en lumière les services de l'ACCC et de ses institutions membres a été distribué à tous les participants à la mission. Ce matériel a également été publié en chinois pour souligner la participation en Chine des instituts et collèges canadiens pendant les derniers 18 ans de et pour vendre les forces de ces institutions au dirigeants chinois du monde de l'éducation. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Terry Anne Boyles, vice-présidente, Services aux membres et politiques publiques, tél.: (613) 746-2853, courriel: taboyles@acc.ca.

**...HONGRIE** suite de la page 12

nombreuses idées canadiennes dont les suivantes: la reconnaissance des acquis, les cours spécialement adaptés aux femmes afin de faciliter leur réinsertion dans le monde du travail, et l'éducation à distance et les salles de classe mobiles qui servent à enseigner directement sur les lieux de travail et dans les zones rurales. Les partenariats fructueux entre les institutions d'éducation et de formation canadiennes et hongroises ont mené à la développement

des projets trilatéraux pour être implantés dans d'autres pays en voie de développement de l'Europe de l'est telle la Roumanie. Les divers approches et modèles de formation de compétences utilisés avec succès dans le TVTSRP peuvent être transportés, reproduits et formulés pour garantir le transfert des meilleures pratiques.

Pour de plus amples renseignements au sujet du TVTSRP, veuillez communiquer avec Hussein Amery, gérant, Développement des affaires et coopération technique, tél.: (613) 746-2222, poste 3118, courriel : hamery@accc.ca.

**L'ACCC modifie la structure de son secrétariat**

Le 1er avril 1999, le Secrétariat de l'ACCC a adopté une nouvelle structure pour permettre à l'Association de mieux remplir ses rôles dans tous les domaines: porte-parole, forum, marketing et partenariats. Pour répondre à l'engagement en cours d'étendre les services aux membres et aux partenaires, des ajustements mineurs aux divisions des programmes de partenariat et du marketing et développement ont été introduits au début de mars 2001.

La Division du marketing et développement a été rebaptisée Développement des affaires et coopération technique (DACT). Le vice-président, Nejat Gorica dirigera l'équipe du DACT dans son mandat principal du développement des affaires au nom de l'Association et de ses institutions membres. Le DACT coordonne aussi les projets nationaux et internationaux gérés par le

Secrétariat, tels ceux financés par les institutions financières internationales et certains projets bilatéraux financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le DACT gère actuellement les initiatives suivantes: le projet Canada-India Institute-Industry Linkage en Inde; le projet Learning Materials Centre en Inde; le projet Canada-China Women's Law en Chine; le projet Farm to Market Enterprise Development au Bangladesh; le projet Non-Formal Education au Bangladesh; le projet Small and Medium Business en Égypte; le projet Technical Education au Pakistan; le projet Regional Adult Training Centres en Roumanie; le projet Sustaining and Extending Technical Vocational Education and Training en Jordanie; et le Programme partenariats pour l'avenir en Europe centrale et de l'Est.

La Division des programmes de partenariats (DPP) coordonnera les projets essentiellement réalisés et gérés par les collèges et instituts canadiens. Ces projets comprennent: le programme d'efficacité énergétique, le programme Étudiants bien branchés, les projets de développement des capacités au Chili, en Argentine et au Brésil, les programmes de stages étudiants et les nombreux projets soutenus par le Programme de partenariat des collèges canadiens. Le DPP s'assure que les relations efficaces, efficaces et coopératives soient entretenues avec les établissements membres, les partenaires et les organismes de financement. Nicolas Norcott est Directeur des opérations par intérim du DPP en remplacement de Jean-Robert Vaillancourt actuellement en congé sabbatique de son poste de vice-président.

---

**activités**

---

**53<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA NAFSA  
Philadelphie (Pennsylvanie) É.-U.  
Du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin 2001**

Cette année, le congrès de la NAFSA : Association of International Educators a pour thème « l'éducation internationale pour faire avancer la diplomatie mondiale ». Plus de 5 000 éducatrices et éducateurs internationaux venant de plus de 70 pays s'y retrouveront pour explorer de nouvelles pistes, trouver des solutions, parfaire leurs compétences et rencontrer leurs pairs. Pour de plus amples renseignements, visitez [www.nafsa.org/content/ProfessionalandEducationalResources/exhibit2001/annualconference.htm](http://www.nafsa.org/content/ProfessionalandEducationalResources/exhibit2001/annualconference.htm).

**ASPAC 2001  
Monterey (Californie) É.-U.  
Du 8 au 10 juin 2001**

Le thème du congrès 2001 de l'Asian Studies on the Pacific Coast (ASPAC) s'intitule : « L'Asie, rompre avec le passé? ». Diverses questions seront traitées pendant les séances du congrès, notamment : Comment expliquer, d'après ce que nous savons sur les institutions économiques et politiques culturellement liées des pays d'Asie, les crises financières qui ont frappé l'Asie en 1998 et la relance inégale des économies touchées? Que nous apprend l'histoire sur les sociétés asiatiques et leur capacité de faire face aux défis de la révolution de la technologie de l'information et à

...**ASPAC** suite à la page 14

...**ASPAC** suite de la page 13

d'autres aspects de la vague de mondialisation qui déferle sur le monde entier? Pour en savoir plus, visitez [www.miis.edu/rcenters-ceas-aspac.html](http://www.miis.edu/rcenters-ceas-aspac.html).

## **2<sup>ND</sup> INTERNATIONAL CONFERENCE ON TECHNOLOGY IN TEACHING AND LEARNING**

**Île de Samos, Grèce**

**Du 27 au 29 juin 2001**

À ce deuxième congrès international sur la technologie dans l'enseignement et l'apprentissage, on se penchera sur divers enjeux concernant l'utilisation de la technologie dans l'enseignement et l'apprentissage de même que sur les possibilités que cela offre. Cette tribune réunira le personnel enseignant, les cadres, les responsables administratifs et d'autres parties intéressées qui s'occupent de l'organisation et de la prestation de l'enseignement à distance ainsi que des technologies connexes. Pour de plus amples renseignements, visitez <http://nlu-ln01.nl.edu/conferences/>.

## **EDUCATION TECHNOLOGY 2001 CONFERENCE**

**Arlington (Virginie) É.-U.**

**Du 24 au 26 juillet 2001**

Organisé par la Society for Applied Learning Technology, ce congrès saura intéresser les spécialistes des collèges communautaires et des universités. Un programme complet leur permettra de se pencher sur la mise en œuvre de la technologie; les moyens d'obtenir un financement; les descriptions des applications conçues pour l'éducation et l'acquisition de compétences; la conception des systèmes de formation et des systèmes pédagogiques; et la connaissance des systèmes de gestion. Si vous désirez de plus amples renseignements, visitez [www.salt.org/Ed\\_Conf/Conference/confmain.htm](http://www.salt.org/Ed_Conf/Conference/confmain.htm); téléphone : (540) 347-0055; courriel : [confinfo@lti.org](mailto:confinfo@lti.org).

## **4<sup>th</sup> INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE SCIENTIFIC BASIS OF HEALTH SERVICES**

**Sydney, Australie**

**Du 22 au 25 septembre 2001**

« Destination Downunder: Turn Your Thinking Upside Down », tel est le thème du 4<sup>e</sup> congrès international sur la base scientifique des services de santé. De nouvelles orientations intéressantes sur l'élaboration et la mise en œuvre des meilleures pratiques, l'amélioration de la qualité des services de santé et les soins de santé fondés sur l'expérience clinique à l'échelle nationale et internationale seront présentées à cette rencontre. Ce congrès sera particulièrement pertinent pour une vaste gamme de personnes, notamment les chercheurs, les professionnels de la santé, les décideurs, les consommateurs et d'autres professionnels qui s'intéressent à l'application de la science à la pratique et à la politique relative à la santé. Pour en savoir plus, visitez le site Web [www.icsbhs.org](http://www.icsbhs.org).

## **ODLAA 2001: EDUCATION ODYSSEY - CONTINUING THE JOURNEY THROUGH ADAPTATION AND INNOVATION**

**Sydney, Australie**

**Du 24 au 27 septembre 2001**

Organisé par l'Open and Distance Learning Association of Australia (ODLAA), ce congrès, qui a pour thème « ODLAA 2001 : Odyssée éducation – poursuivre le voyage par l'adaptation et l'innovation », sera utile aux éducatrices et éducateurs de tous les niveaux qui s'intéressent à une approche souple pour l'enseignement à distance ou l'éducation ouverte. On se penchera sur la notion de souplesse, qui est au cœur des défis du monde de l'éducation au 21<sup>e</sup> siècle, et sur les questions relatives à l'effritement de concepts familiers tels que l'enseignement à distance, l'éducation ouverte et les salles de classe conventionnelles, face aux nouvelles idées sur l'enseignement et l'apprentissage de même qu'aux nouvelles attentes des étudiantes et des étudiants, des employeurs et de la collectivité. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez [www.oten.edu.au/odlaa](http://www.oten.edu.au/odlaa) ou contactez l'Open and Distance Learning Association of Australia, tél. : 61 2 9387 7900; téléc. : 61 2 9387 4411; courriel : [cimsyd@conference.com.au](mailto:cimsyd@conference.com.au).

## **INTERNATIONAL CONFERENCE ON E-EDUCATION: IMPLEMENTATION AND MANAGEMENT**

**Kuala Lumpur, Malaisie**

**Du 29 au 30 octobre 2001**

Ce congrès international sur l'e-éducation sera axé sur la mise en œuvre et la gestion des technologies de l'information et des communications dans ce domaine et mettra l'accent sur la qualité de l'éducation et l'efficacité de l'apprentissage. Pour en savoir plus, visitez <http://ecampus.inti.edu.my/icee2001/>.

## **CONGRÈS ANNUEL DU CIEE**

**Portland (Oregon) É.-U.**

**Du 31 octobre au 3 novembre 2001**

Le congrès annuel du Council on International Educational Exchange portera sur les approches novatrices nécessaires pour renseigner la nouvelle génération d'étudiantes et d'étudiants qui connaissent bien Internet et les sensibiliser aux avantages de l'éducation internationale. Ayant pour thème « Génération Y, Études à l'étranger : sensible à la mondialisation, la haute technologie et l'environnement », cette rencontre saura intéresser les conseillères et conseillers en études à l'étranger, les doyennes et doyens des affaires internationales, le personnel enseignant des programmes internationaux et les présidentes et présidents des collèges et universités. Pour de plus amples renseignements, visitez [www.ciee.org/conference/](http://www.ciee.org/conference/).

### **SINO-CANADA INTERNATIONAL EDUCATION CONFERENCE & EXPO**

**Vancouver (Colombie-Britannique) Canada  
Du 12 au 14 novembre 2001**

Le congrès et l'exposition sur l'éducation internationale Chine-Canada visent à promouvoir des échanges éducatifs entre la Chine et l'Amérique du Nord et à créer des possibilités de collaboration. Cet événement permettra de présenter au vaste marché de l'éducation en Chine des ressources et des outils éducatifs provenant d'Amérique du Nord. Plus de 500 éducatrices et éducateurs de Chine et d'Amérique du Nord participeront à cet échange crucial d'information sur les nombreux changements qui se produisent dans les systèmes d'éducation du monde entier. Pour en savoir plus, visitez [www.ccedu.net/SCIECE](http://www.ccedu.net/SCIECE).

### **CONFERENCE ON NON-NATIVE SPEAKING TEACHERS IN FOREIGN LANGUAGE TEACHING**

**Lleida, Espagne  
Du 15 au 17 novembre 2001**

Le congrès sur les enseignantes et enseignants allochtones de langues étrangères réunira des spécialistes de l'enseignement de l'anglais langue seconde pour discuter des idées et de la recherche actuelle sur le rôle des enseignantes et enseignants allochtones dans l'enseignement de l'anglais. Cette rencontre sera utile à la fois au personnel enseignant et aux chercheurs. Pour en savoir plus, téléphonez au 34 973703189; téléc. : 34 973702141.

### **ONLINE EDUCA BERLIN**

**Berlin, Allemagne  
Du 28 au 30 novembre 2001**

Online Educa Berlin – le septième congrès international sur la formation et l'apprentissage assistés par la technologie offrira une tribune internationale pour l'industrie de l'apprentissage électronique et l'examen des processus, des techniques et des outils nécessaires à la création de milieux d'apprentissage adaptés au 21<sup>e</sup> siècle. Renseignements: visitez le site [www.online-educa.com/](http://www.online-educa.com/).

### **2<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL DES COLLÈGES ET DES ÉCOLES POLYTECHNIQUES**

**Melbourne, Australie  
Du 24 au 27 mars 2002**

Le 2<sup>e</sup> Congrès mondial des collèges et des écoles polytechniques prévoit une tribune pour l'établissement de réseaux et le partage de renseignements sur les politiques, les programmes, les pratiques et les produits les plus récents sur le développement des collèges. À cette occasion, on examinera le rôle des collèges et leur contribution aux stratégies nationales de développement des ressources humaines de même qu'au développement social et économique national et international. Des conférencières et conférenciers invités, des présentations, des ateliers et des séances de réseautage permettront de se pencher sur les contextes de la mondialisation, la technologie et les jeunes perçus comme une clientèle de la formation et de l'enseignement professionnels. Les thèmes suivants seront abordés : élargir l'accès aux instituts, collèges et écoles polytechniques; renforcer les partenariats entre les établissements et les employeurs; financer la formation et l'enseignement professionnels; assurer un perfectionnement professionnel à jour et pertinent au personnel; et établir un porte-parole international aux instituts, collèges et écoles polytechniques du monde entier. Quelque 1 500 personnes représentant le secteur de l'éducation sont attendues à cet événement organisé par la World Federation of Associations of Colleges and Polytechnics et par TAFE Directors Australia. Pour en savoir davantage, visitez [www.wfworldcongress.com](http://www.wfworldcongress.com).

## ressources

### **Perspectives théoriques sur les sexes et le développement**

Destiné à être utilisé en salle de classe et en atelier, *Theoretical Perspectives on Gender and Development* démystifie la théorie des sexes et du développement et montre l'importance du rôle qu'elle joue dans la vie de tous les jours. Cette nouvelle ressource explore aussi l'évolution de la théorie des sexes et du développement, introduit des structures théoriques opposées et examine les nouveaux débats qui surgissent. Commandes : visitez

la Booktique du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à [www.idrc.ca/booktique](http://www.idrc.ca/booktique). (ISBN 0-88936-910-0, 30 \$)

### **La jeunesse africaine sur l'autoroute de l'information Participation et leadership dans le développement communautaire**

La révolution de l'information est en train de transformer le Nord industrialisé – transformation qui pourrait s'étendre aux pays du sud en voie de dévelop-

ment. Des pays qui paraissaient lointains il y a à peine une dizaine d'années ont maintenant le potentiel de devenir des joueurs actifs dans les processus du développement global. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) qui émergent en Afrique apportent un espoir à la jeunesse du continent. *African Youth on the Information Highway: Participation and Leadership in Community Development* décrit une

...**AFRIQUE** suite à la page 16

**...AFRIQUE** suite de la page 16

initiative nouvelle pour promouvoir la participation de la jeunesse dans la nouvelle économie de l'information tout en révisant l'infrastructure actuelle, l'environnement de la politique et son impact, ainsi que la faisabilité des applications des TIC dans les communautés rurales. Commandes : Booktique du CRDI en ligne à [www.idrc.ca/booktique](http://www.idrc.ca/booktique). (ISBN 0-88936-914-3, 25 \$)

**Le manuel sur la participation de la jeunesse**

Le *Youth Participation Manual* fournit des lignes directrices pour aider à la promotion d'une participation efficace des jeunes et pour garantir que leurs inquiétudes et leurs questions sont comprises et prises en ligne de compte dans les développements global, social, économique et politique. Une publication des Nations-Unies, le guide présente les principes et le raisonnement sur la participation de la jeunesse, examine la valeur des indicateurs significatifs et fait des recommandations aux décideurs et aux responsables du programme aux niveaux local et national. Commandes : communiquer avec Renouf Ltée au tél.: (613) 745-2665, ou visitez le site Web [www.renoufbooks.com](http://www.renoufbooks.com). (ISBN 9-21119-992-1, 39,50 \$)

**Guide de ressources inter-agence des Nations-Unies pour le développement de la petite entreprise**

Le *United Nations Inter-Agency Resource Guide for Small Enterprise Development* présente un guide pratique de politiques et de références sur la façon de bâtir une politique environnementale solide qui contribue à l'établissement et à la croissance de l'entreprise. Il met en évidence 40 services détaillés dans sept catégories, disponibles dans les agences des Nations-Unies: l'environnement et les services de politiques, la formation, les services consultatifs des affaires, le développement du marché et commerce, l'information, les relations d'affaires et l'acquisition et développement technologiques. Le guide fournit un véhicule commun au moyen duquel les agences participantes des Nations-Unies peuvent ensemble recommander

de bonnes pratiques dans le développement de la petite entreprise. Commandes : veuillez communiquer avec Renouf Ltée au tél.: (613) 745-2665, ou visitez le site Web [www.renoufbooks.com](http://www.renoufbooks.com). (ISBN 9-21126-125-2, 47,50 \$)

**Le développement professionnel aux études supérieures Nouvelles dimensions et orientations**

L'accroissement continu des études supérieures provoque auprès des professionnels des études supérieures de vigoureuses exigences des différents intéressés, incluant les étudiants, les agences du financement, les conseils d'évaluation de la qualité et de la recherche et le gouvernement. Le développement professionnel des gens oeuvrant au niveau des études supérieures est déterminant pour soulager ces pressions. Bien que peu de gens disputent le besoin pour la plus haute qualité de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche, le débat fait rage sur la meilleure manière d'atteindre ces buts. Dans une vision élargie et critique du développement professionnel, *Professional Development in Higher Education: New Dimensions and Directions* examine la perspective présente, le rôle et les répercussions du développement professionnel, la qualification et les demandes parfois contradictoires de l'enseignement et de la recherche. L'auteur Gill Nicholls, professeur d'éducation à l'université du Surrey, examine aussi le rôle des corps professionnels tels que le United Kingdom's Institute for Learning and Teaching (Institut du Royaume-Uni pour l'enseignement et l'apprentissage) et présente une vue d'ensemble, une critique et une vision du développement professionnel dans l'avenir. Commandes : veuillez communiquer avec Renouf Ltée au tél.: (613) 745-2665, ou visitez le site Web [www.renoufbooks.com](http://www.renoufbooks.com). (ISBN 0-74943-207-1, 46 \$)

**Ressources humaines pour le développement agricole et rural**

Publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la revue *Ressources humaines pour le développement agricole et rural* a pour principal objectif

de fournir aux professionnels du développement de l'éducation et de la communication dans le domaine agricole, une information sur les méthodologies et stratégies novatrices et les réformes institutionnelles qui ont été appliquées avec succès dans le contexte de la formation, du développement, de l'éducation et de la communication. Les exemples cités sont empruntés à des pays géographiquement aussi diversifiés que possible avec comme seul critère l'utilité qu'ils présentent au niveau du terrain, de la gestion ou des orientations. Commandes : veuillez communiquer avec Renouf Ltée au tél.: (613) 745-2665, ou visitez le site Web [www.renoufbooks.com](http://www.renoufbooks.com). (ISBN 9-25004-469-0, \$30.00)

**Participation à l'enseignement et à l'apprentissage, un guide du maître**

*Participatory Learning and Action, A Trainer's Guide* est conçu à la fois pour les nouveaux instructeurs et les instructeurs chevronnés qui démontrent un intérêt à former les intéressés à l'usage de méthodes de participation, qu'ils soient chercheurs, praticiens, décideurs, villageois ou formateurs. Le guide fournit un fonds complet sur les principes de l'apprentissage des adultes; se concentre sur les compétences nécessaires à une formation efficace; décrit des dynamiques de groupe et la façon de former des équipes interdisciplinaires; résume les principes de la participation à l'enseignement et à l'apprentissage; décrit en détail le processus de formation en atelier et sur le terrain; offre des suggestions sur l'organisation d'ateliers, de la préparation à l'évaluation d'après formation; et énumère 101 exercices et jeux interactifs sur la formation. Le Guide est disponible à l'Institute for Environment and Development (IIED), un institut indépendant à but non lucratif qui oeuvre dans le domaine du développement durable. Commandes : veuillez communiquer avec IIED à 3 Endsleigh Street, London, UK WC1H 0DD, tél.: +44 (0) 20 7388 2117, téléc.: +44 (0) 20 7388 2826, courriel : [bookshop@iied.org](mailto:bookshop@iied.org). (Commande numéro 6021 £20,95). Pour de plus amples renseignements sur les titres à paraître ou déjà publiés, veuillez visiter le site Web de IIED à [www.iied.org](http://www.iied.org).